

A la recherche d'une classe ouvrière

Jean COPANS

La découverte intellectuelle des travailleurs de l'économie coloniale et capitaliste d'Afrique noire n'a pas été sans mal. On peut estimer, sans exagération, que la construction de l'objet « classe (s) ouvrière (s) africaine (s) » a pris plus d'un demi-siècle. Cette pré-histoire de la connaissance vient de s'achever et ce phénomène nous en dit long sur les préjugés et les fantasmes des sciences sociales africanistes. Mais cet état de fait nous en dit tout autant, bien qu'indirectement, sur la nature incertaine et ambiguë de cette réalité sociale. Cette constatation ne porte pas seulement sur le contenu de la réflexion scientifique. Le mouvement social ouvrier, que ce soit sous sa forme syndicale ou politique, a malheureusement produit fort peu d'instruments analytiques. Le premier d'entre eux, chronologiquement parlant, reste marqué par un marxisme schématique et par son origine sud-africaine (N'Zula *et al*, 1979). La perspective des autorités politiques et économiques est beaucoup plus souvent explicitée (1). Toutefois ce n'est qu'au Congo belge qu'une politique de stabilisation des ouvriers, confortée par une idéologie sociale chrétienne, débouche sur des modalités appliquées de con-

(1) Voir à des titres divers les textes de Buell (1928), Orde Browne (1933), Davis (1933), Michel (1975), Sarraut (1923), Mercier (1933) et Latriille (Moodley, 1984). L'étude de Cooper dans ce même recueil évoque toutes ces questions de très près.

naissances psycho-sociologique et sociologique (Doucy et Feldheim, 1952).

Le passage, bien connu dans l'Europe du XIX^e siècle, du souci philanthropique à la curiosité scientifique des classes dangereuses devenues laborieuses, ne va pas se reproduire en Afrique noire coloniale. C'est pourquoi l'itinéraire des sciences sociales face à cette classe sociale est un puissant reflet des contradictions politiques dont cette dernière est à la fois l'acteur et l'objet. Le pluriel du titre de cette étude renvoie bien entendu à la pluralité des situations historiques et des contenus sociologiques. Par ricochet cette pluralité est aussi celle des approches de notre objet. En retracer très rapidement, et très sommairement, l'histoire semble une introduction indispensable. Ainsi nous saurons de quoi l'on nous parle, pourquoi et comment. Ainsi les lecteurs saisiront les raisons de nos incertitudes et de nos ignorances, le sens de l'image des classes ouvrières qui se dégage des différentes littératures existantes.

Nous commencerons par distinguer deux périodes, celle des approches disciplinaires (1935-1970) et celle des approches problématiques (après 1970). Les premières interrogations découlent directement de l'ordre ou plutôt du désordre colonial : comment faire travailler l'Africain ? Y-a-t-il vraiment des ouvriers ou seulement des migrants (« détribalisation » ; « *target workers* ») ? En quoi les travailleurs industriels accèdent-ils à la modernité ?

Ce sont les zones minières de l'Afrique centrale et australe qui suscitent les premières recherches dans le cadre de l'anthropologie sociale britannique, appliquée ou non. La préoccupation du changement social et de la connaissance du présent (pour éventuellement améliorer l'avenir) peut donner à cette anthropologie une fonction critique (Brown, 1973). Et certaines études d'aujourd'hui retrouvent sans difficulté une filiation avec des thèmes étudiés dès les années 1935-1955 : la nature anthropologique de la migration ; la spécificité de la reproduction sociale et culturelle en ville ; la constitution des instruments d'une identité ouvrière (associations et syndicats). Les noms de Wilson (1941), Mitchell (1959), Epstein (1958), Gluckman (1961) nous rappellent que l'imagination anthropologique a pu s'accommoder d'un fonctionnalisme pourtant peu historiciste.

Avec l'avènement des indépendances et la stabilisation des industrialisations au profit des développements ruraux, la question ouvrière devient plutôt politique et idéologique. Les études politistes sur le syndicalisme insistent surtout sur les dimensions nationalistes et modernistes. Les syndicats sont des instruments de régulation industrielle et de manipulation politique ; les travailleurs qu'ils sont censés représenter et organiser sont réduits à un simple arrière-fond bigarré. On peut évoquer les travaux de Meynaud et Salah-Bey

(1962), Berg et Butler (1964), November (1965), Bates (1971). La rupture avec cette conception « institutionnelle » qui ignore largement les particularités et les originalités du mouvement historique du capitalisme et de la constitution de la classe ouvrière va s'opérer en deux temps.

En effet, sous l'influence de l'idéologie tiers-mondiste des années 1960 et d'une lecture à la lettre de Fanon (1961), les chercheurs « radicaux » (au sens anglo-saxon du terme) vont conduire cette réflexion politiste à son terme. Puisque le véritable mouvement social, celui des *damnés de la terre*, est celui des paysans pauvres et du lumpenprolétariat urbain, la classe ouvrière classique, stable, bien payée, intégrée et non-politisée prend le statut d'aristocratie ouvrière. G. Arrighi et J. Saul théorisent ce point de vue à la fois économiste et idéologique dans les années 1967-1968 (1973). Non seulement à cette date la classe ouvrière africaine reste encore un objet marginal, et somme toute exotique, mais de plus elle a mauvaise presse ! Les déçus de la révolution africaine n'ont toutefois pas pu convaincre durablement l'ensemble des chercheurs.

Un retournement assez conséquent s'opère au début des années 1970. Une série de recherches de terrain suivies de débats théoriques et idéologiques sur la nature de l'aristocratie ouvrière et du lumpenprolétariat en Afrique noire finit par constituer un paradigme de fait : la classe ouvrière existe bel et bien ; elle a sa propre histoire, elle manifesté une conscience de classe (2). La classe ouvrière est considérée avant tout comme un acteur politique mais ses caractéristiques proviennent bien des rapports capitalistes de production. Cette affirmation théorique et même idéologique symbolisée en quelque sorte par un Colloque tenu en 1973 (Sandbrook et Cohen, 1975) reste toutefois au début l'apanage des seules études africaines anglo-saxonnes.

La situation des recherches françaises et francophones est en effet paradoxale. Le monde du travail industriel et urbain a bien reçu une attention très soutenue aux alentours des années 1948-1955 (*Le travail en Afrique noire*, 1952). G. Balandier lui-même rédige un ouvrage prémonitoire, mais qui ne suscite, hélas, aucune postérité (Balandier (1955), 1985 ; Haeringer, 1983 ; Copans, 1985 b, 1986 b). Cette sociologie actuelle (une anthropologie sociale à la fois historique et dynamique), centrée sur le Congo, reflète à sa manière la faiblesse de l'industrialisation de l'Afrique coloniale française,

(2) Ces recherches menées au Ghana, au Nigeria et au Kenya sont évoquées dans le détail un peu plus loin.

l'hyperpolitisation des syndicats et surtout la méfiance à l'égard d'une théorie du changement social dans l'ethnologie de l'époque.

Deux facteurs extérieurs aux études africaines vont intervenir, selon nous, dans la mise au point progressive d'une véritable problématique. C'est d'une part la popularisation de l'histoire sociale du monde ouvrier européen. La classe ouvrière apparaît comme le résultat d'une histoire complexe qui n'a rien de linéaire ; sa culture participe intimement au processus même de la reproduction de classe. L'œuvre d'un Thompson (1968) comme le succès du *History Workshop* en Grande-Bretagne (3) vont devenir une source d'inspiration pour les africanistes anglo-saxons puis français. Par ailleurs la crise économique du monde occidental prend de plus en plus l'image d'une décomposition et recomposition du travail industriel : les oppositions a-prioristes entre centre et périphérie s'estompent sous l'effet de l'actualité. Cette redécouverte du monde ouvrier urbain est d'abord prise en charge par la sociologie et la science politique. Il s'agit de repérer les diverses manifestations de la conscience de classe, dans la culture comme dans l'action, et de dépasser les identifications organisationnelles ou les classifications économiques. La culture ouvrière est enfin replacée dans le cadre de ses évolutions et de ses environnements. La culture de classe n'est peut-être qu'une culture et une conscience d'entreprise (*factory consciousness*, cf. Mihyo, 1982) mais dans certaines circonstances (des grèves notamment) une conscience de classe plus totalisante peut s'exprimer. Ce sont les ouvriers de l'Afrique de l'Ouest qui ont servi de terrain privilégié à ces démonstrations. Gutkind (1975), Cohen (1974), Lubeck (1975 a et b), Peace (1979), Waterman (1983) ont analysé des cas de la Nigeria. Jeffries (1978), Sandbrook et Arn (1977), Crisp (1984) quant à eux exposent des exemples du Ghana.

A cette vision politiste (qui tient plus à la problématique qu'à la discipline) de la classe ouvrière (4) s'ajoute une préoccupation plus historique, surtout concernée par les sociétés de l'Afrique centrale et australe. Cette histoire sociale va privilégier les phénomènes de maturation urbaine et industrielle, de prolétarianisation dans la mesure où une histoire du mouvement ouvrier en tant que telle est plus difficile à élaborer pour des raisons de méthode et de documents. Les archives de la conscience et de l'action ouvrière sont en effet

(3) Voir le *History Workshop Journal*. On aura une idée des rapports entre marxisme, histoire sociale et mouvement ouvrier dans cette nouvelle tradition historiographique en lisant Crossick (1977), Samuels (1980), Obelkevich (1981) et Poirier (1984).

(4) Le choix précis de l'objet donne toutefois une tonalité particulière à telle ou telle étude selon qu'il s'agit de la division du travail, des milieux sociaux d'origine et de la vie quotidienne, des idéologies populaires ou religieuses, de la tradition des luttes.

fragiles et lacunaires (Gutkind, Cohen, Copans, 1978). L'histoire sociale de la prolétarianisation est une histoire faite de migrations, régionales et même internationales, de mises au travail brutales, de politiques administratives et économiques parfois contradictoires (Gutkind, 1974 ; Cooper, 1983 ; Van Onselen, 1976 ; Perrings, 1979). Mais c'est aussi et en même temps une histoire *faite par les travailleurs* ; c'est une histoire de désertions, de résistances larvées ou ouvertes, d'adaptations. La prolétarianisation qui reste encore trop souvent un phénomène économique et politique pour les africanistes français (Suret-Canale, 1964 ; Lakroum, 1982) devient ici un rapport concret entre le Capital et le Travail, un univers culturel où le contrôle social et les nouvelles valeurs de classe se fabriquent dans un affrontement permanent (Phimister et Van Onselen, 1978).

Pour des raisons assez évidentes de richesse historique (et donc documentaire) l'Afrique du Sud et plus généralement l'Afrique australe connaissent une floraison remarquable d'études sur ce thème de la prolétarianisation. Mais l'ancienneté et les spécificités de ce capitalisme interdisent toute extrapolation aux régions occidentales ou orientales du continent. La qualité des recherches est un écho de l'enjeu et de la puissance des luttes du mouvement ouvrier noir sud-africain (Marks et Rathbone, 1982 ; Van Onselen, 1982).

Lorsqu'on cherche à établir une synthèse de ces travaux et de ceux qui évoquent plus largement la prolétarianisation rurale et la ville (Freund, 1984 ; Cooper, 1981), une image très contrastée mais finalement originale s'impose. C'est celle d'une classe ouvrière surexploitée depuis parfois près d'un siècle, aux traditions reconnues mais peu assurées. Cette classe sociale très minoritaire est peut-être plus soumise aux contraintes sociales et culturelles de la reproduction qu'à celles de la production. Enfin elle est à la recherche d'une autonomie syndicale et politique que lui refuse la plupart du temps un État garant « national » d'un ordre économique international, plus soucieux ou capable de définir « en creux » une politique législative et sociale que de construire une véritable hégémonie de classe (Copans, 1982). Ce sont les grands traits de cette image que nous allons suggérer dans les pages qui suivent.

Histoires de prolétarianisation

Évoquer l'histoire des multiples formes et voies de la prolétarianisation ce n'est pas seulement se tourner vers le passé pour comprendre le présent. C'est d'abord l'un des moyens pour saisir la

logique d'une série de mécanismes d'une diversité empirique considérable, marqués à la fois par une extension continentale et par des localisations très ponctuelles. C'est surtout pouvoir apprécier la continuité et la permanence de ces mécanismes aujourd'hui, au travers des migrations, des mutations sociales entre la campagne et la ville, des méandres des politiques d'industrialisation, des mises en œuvre (ou non) des politiques de stabilisation de la main-d'œuvre (Copans, 1980). Les conditions sociales de l'extension des rapports capitalistes de production, la prolétarianisation, ont fait l'objet de réflexions de portée théorique générale. Je pense tout particulièrement aux travaux d'Arrighi et Saul (1973), de Meillassoux (1975, 1979, 1981), de Cohen (1976) comme aux approches macro-économiques de Wallerstein (1976) ou Amin (1972). Malheureusement les synthèses d'histoire économique restent prisonnières des exemples qu'elles privilégient (Coquery-Vidrovitch et Moniot, 1974 ; Coquery-Vidrovitch, 1985) (5). Même l'Afrique de l'Ouest dans ses meilleurs traitements (Suret-Canale, 1964 ; Hopkins, 1973 ; Amin, 1971) n'offre que l'une des voies possibles de la prolétarianisation, fondée sur la combinaison d'une agriculture commerciale de rente et d'un travail forcé.

Les études de la prolétarianisation s'organisent plus ou moins autour des sept thèmes suivants :

- le rapport aux anciens modes (autochtones) de production et d'organisation du travail ;
- les politiques coloniales en matière de travail ;
- les mécanismes de la prolétarianisation rurale (qui va de pair avec la genèse d'une petite-bourgeoisie) ;
- le phénomène migratoire (dans ses relations aux trois phénomènes précédents) ;
- les prolétarianisations industrielles *stricto sensu* (enclaves minières et agro-industrielles) ;
- les prolétarianisations urbaines ;
- les résistances, participations, réactions « prolétariennes » à tous ces phénomènes (Gutkind, 1974 ; Cooper, 1984).

Il est difficile de classer les études disponibles uniquement dans l'un ou l'autre de ces thèmes. D'autant que certains exemples sont particulièrement bien traités sur la longue durée et dans le détail de presque tous ces thèmes. Ainsi la colonie française du Congo fait-elle l'objet de réflexions sur l'articulation avec les modes de production lignagers (Rey, 1971), de recherches sur la surexploitation

(5) Cette histoire économique renvoie évidemment aux politiques coloniales elles-mêmes et à leurs stratégies en matière d'investissements, productifs ou non. La géographie des investissements se transforme alors en sociologie des travailleurs. Voir les études de Coquery-Vidrovitch (1979), Marseille (1984), Forbes-Munro (1984) et Suret-Canale (1984).

coloniale du travail avec les scandales du système concessionnaire (Coquery-Vidrovitch, 1972) et de la construction du chemin de fer Congo-Océan (Sautter, 1967 ; voir aussi Londres (1929), 1984). L'apparition du salariat (Babassana, 1978), la prolétarisation urbaine (Balandier, 1955) (6), le chômage (Althabe, 1963 ; Devauges, 1963), l'économie capitaliste et les classes ouvrières (Bertrand, 1975 ; N'Doba, 1983) complètent jusqu'à la période contemporaine ces données sur la prolétarisation. Le Kenya, quant à lui, est l'objet de très nombreuses analyses portant sur les politiques agricoles coloniales (n'oublions pas qu'il s'agit d'une colonie de peuplement) ou sur les politiques de mise au travail (Cooper, 1980 ; Lonsdale et Berman, 1979, 1980 ; Brett, 1973 ; Clayton et Savage, 1974 ; Van Zwanenberg, 1975). Ces travaux introduisent aux études sur les formes et effets de la prolétarisation rurale (Kitching, 1980), sur les migrations (Stichter, 1982) et sur la prolétarisation urbaine (White, 1983 a et b ; Cooper, 1986).

Le cas le mieux connu est celui de l'Afrique australe et particulièrement de l'Afrique du Sud. *Chibaro*, l'œuvre exemplaire de Van Onselen (1976), décrit les mécanismes du travail forcé et des migrations à l'échelle régionale de la Rhodésie ainsi que le système de contrôle social des *compounds*. Nous avons la chance de disposer d'une excellente synthèse sur toute cette littérature récente, rédigée par Gool (1983), qui sert de guide à la compréhension de cette économie politique, notamment minière. Mais l'on redécouvre l'importance de la prolétarisation rurale (Bundy, 1979 ; Beinart, 1982) tout comme l'importance de la reproduction urbaine (Van Onselen, 1982 ; Bozzoli, 1979, 1983) (7).

Toutefois la diversité des situations historiques africaines ne peut être réduite à ces trois seuls exemples. L'esclavage ouest-africain et la politique coloniale de « libération » des esclaves rappellent qu'il est impossible d'examiner la prolétarisation sans décrire les formes précoloniales de mise au travail (Lovejoy, 1981 ; Weiskel, 1979 ; Bouche, 1968) (8). De même les migrations internes à cette partie de l'Afrique permettent-elles de mieux comprendre l'ensemble des contraintes des rapports de production (Amselle, 1976 ; Coulibaly, Gregory et Piché, 1980 ; David, 1980 ; Diop, 1965). Si l'industrialisation du Congo belge est relativement bien connue (Perrings,

(6) Voir nos commentaires sur *Sociologie des Brazzavilles Noires* (Copans 1985 b ; 1986 b).

(7) Lire sur ces thèmes l'indispensable *Journal of Southern African Studies* et le recueil de Marks et Rathbone (1982).

(8) La réflexion sur les formes précoloniales de salariat est balbutiante. Voir le chapitre I, sur le capitalisme indigène, de l'ouvrage d'Iiffe (1983). Voir aussi le recueil de Coquery-Vidrovitch et Lovejoy (1985). Un autre domaine est celui de l'analyse comparée des esclavages américains et africains. Lire sur ce point les réflexions stimulantes de Cooper (1979).

1979 ; Vellut, 1981), le mouvement ouvrier congolais et zairois a moins mobilisé les chercheurs que les mouvements messianiques ou de rébellion (Jewsiewicki, 1973 ; Jewsiewicki et *al.*, 1976). Par contre l'ébauche de la prolétarianisation urbaine sénégalaise (Lakroum, 1982) ne reflète absolument pas l'engouement pour l'histoire syndicale de ce même pays (Suret-Canale, 1978 a et b ; Thiam, 1972, 1983).

Catégories ouvrières et luttes de classes

Un des premiers besoins du pouvoir colonial fut d'assurer le transport des matières premières, des biens, des personnes, des troupes ainsi que leurs débarquement ou embarquement à bord des navires. La classe ouvrière naît donc avec les porteurs, les manutentionnaires (à bord des navires ou à terre) et s'affirme ensuite avec les dockers et les cheminots. Certes la construction et les travaux publics (routes, installations portuaires et ferroviaires, bâtiments publics, civils et militaires) mobilisent une main-d'œuvre considérable mais moins stratégique du point de vue de la « qualification » acquise. De plus la concentration des travailleurs du rail et des ports va faire des cheminots et des dockers (avec les mineurs bien entendu) le noyau « dur » et ancien des classes ouvrières africaines.

Jeffries, dans son étude pionnière sur la culture politique des cheminots du dépôt de Sekondi-Takoradi au Ghana (1978), expose parfaitement les effets de la concentration ouvrière. La division du travail entre travailleurs qualifiés et non qualifiés recouvre très largement une différence entre les scolarisés du Sud et les immigrés illettrés du Nord ; elle se manifeste sur le plan résidentiel avec la coexistence d'une cité ouvrière et d'un quartier « étranger ». Ces distinctions, d'ailleurs beaucoup plus subtiles et moins tranchées dans le vécu quotidien, n'empêchent pas les singularités ethniques de se fondre dans une culture prolétarienne commune. Cette attitude trouve ses origines dans la stabilité des travailleurs qualifiés et semi-qualifiés (stabilité confortée par le fait que de nombreux retraités s'installent dans la ville) et dans une volonté plus forte qu'ailleurs de conserver son emploi. L'atmosphère quasi rurale de Sekondi-Takoradi dans les années 1960 ne semble pas avoir contrarié la manifestation d'une forte identité prolétarienne, alors que ce phénomène n'apparaît pas automatiquement dans les grandes concentrations urbaines d'Accra et de Tema. Cette classe ouvrière est la plus anciennement syndicalisée du Ghana. L'histoire sociale de cette syndicalisation révèle l'existence d'une véritable culture politique : ainsi les grévistes

s'adressent-ils plus volontiers au gouvernement qu'à leur employeur (public certes) immédiat. D'après Jeffries, trois facteurs expliquent cette attitude : une certaine éducation liée à une ancienne et véritable qualification professionnelle ; une fonction économique (« nationale ») stratégique dont les cheminots sont contents et fiers ; un réseau formel et informel de communications favorisé par la concentration sociale de Sekondi-Takoradi. Enfin un radicalisme et un militantisme latent assurent à ces actions syndicales une large popularité. On retrouve certaines de ces caractéristiques chez les cheminots du Kenya et de l'Ouganda (Grillo, 1973, 1974) et peut-être du Sénégal bien que l'origine sociale de ces derniers reste mal connue.

Les dockers constituent l'une des autres « avant-gardes » ouvrières du continent. Iliffe (1970), Cooper (1986), Penvenne (1984) ont mis en lumière le passage de la masse urbaine à la classe, le processus de qualification et de stabilisation qui trouve son équivalent sur le plan syndical. Waterman a étudié de près les dockers et les travailleurs du port de Lagos (1982, 1983). Après avoir retracé l'histoire des installations portuaires et de manutention, Waterman expose le sens de ces divisions au niveau des travailleurs. Ces divisions sont en effet aggravées par les statuts, entre travailleurs permanents ou contractuels par exemple, par les origines sociales et le type d'éducation. Ce premier niveau de division en provoque un second, de nature différente, au sein de la structure syndicale. Pour les travailleurs dépendant de l'autorité portuaire, les institutions et l'idéologie de la convention collective déterminent des revendications largement corporatistes. Mais ce « factionalisme » finit par pousser les travailleurs à remettre en cause l'efficacité des structures et stratégies syndicales. Waterman se demande alors si, dans de tels cas, les politiques syndicales ne renforcent pas les particularismes ouvriers. Il n'existe pas de classe ouvrière « nationale » au Nigeria : il faut se refuser à considérer les semi-prolétaires comme des marginaux et l'avant-garde comme une catégorie qui réussit à mobiliser à sa suite les masses ouvrières.

La nature des relations entre les leaders reconnus et les ouvriers explique l'existence de grèves ou d'actions diverses indépendantes de la mobilisation syndicale proprement dite. Alors que les dockers et les travailleurs du port font grève chacun de leur côté, les limites de leur conscience de classe renforcent l'identité de fonction de leurs directions syndicales respectives : ces dernières finissent par avoir plus de points communs entre elles que ne pourraient le suggérer les divisions internes de tout ce groupe de travailleurs.

L'industrialisation de transformation des ressources locales (les matières premières agricoles surtout) puis l'industrialisation manu-

facturière sont plus récentes. Au-delà des contraintes économiques (et politiques !), cette histoire est déterminée par la nature des infrastructures, de l'urbanisation et du marché intérieur. Les origines du recrutement ouvrier, les qualifications exigées, le style même de la gestion des entreprises (privées et publiques nationales) modifient la réalité ouvrière en profondeur. Mais le nombre limité des travaux disponibles sur ces catégories ouvrières rend les généralisations et les comparaisons plus hasardeuses. Une seule étude de sociologie du travail permet de se faire une idée d'un cas, celui de l'ouvrier d'usine ghanéen (Peil, 1972).

C'est le Nigeria qui va nous offrir à la fois un schéma de réflexion indispensable et une série d'exemples concrets. Remy (1975) nous convainc de la nécessité et de l'importance d'une typologie des entreprises selon la nature du capital et de la propriété lorsqu'on veut examiner les stratégies en matière de gestion de la force de travail. Les filiales des multinationales, les compagnies étrangères et les compagnies nigérianes ont des besoins différents en main-d'œuvre. Mais une seconde variable doit aussi être prise en considération, celle de l'environnement urbain. Les ouvriers de Kano, Lagos, Zaria ou Ibadan n'ont pas les mêmes caractéristiques sociologiques de classe. Il faut prendre en considération le plus ou moins grand nombre des travailleurs du secteur industriel, leur concentration dans des cités ouvrières ou leur dispersion dans l'espace urbain, leurs relations à l'économie informelle (dominée par les mêmes groupes ou non ; plus ou moins reliée au monde rural). C'est une hypothèse de ce genre qui guide les analyses de Remy (1975), Lubeck (1975 a et b, 1986), Peace (1974, 1979), préoccupés essentiellement par les formes de la conscience ouvrière. Les grandes grèves de 1971 ont d'ailleurs été une aubaine par tous ces chercheurs qui ont pu observer, quasiment de l'intérieur, un large mouvement social national.

L'environnement des ouvriers de Zaria (Remy), Kano (Lubeck) ou Lagos (Peace) met en relief le rôle des relations sociales avec la campagne, celui des filières et des réseaux d'intégration en ville et finalement la nature des stratégies et des clientèles qui permettent de se faire embaucher. Le poids des déterminations « ethniques », domestiques ainsi que les liens entre les couches urbaines informelles (artisans, commerçants) et la hiérarchie industrielle relativisent le jeu des contraintes d'un procès de travail industriel et capitaliste. Ainsi, d'après Lubeck (1981), les leaders ouvriers ou syndicaux reconnus peuvent fonder leur autorité sur une culture et une fonction religieuse islamiques.

La reconnaissance de l'interaction des milieux professionnels et des milieux sociaux (d'origine, de résidence) permet de nuancer les

jugements sur le rôle des seules politiques de gestion de la force de travail par les entreprises dans la création d'un marché du travail. Certes il existe des secteurs plus dynamiques que d'autres, qui peuvent plus ou moins polariser la demande d'emploi à un moment donné. L'extrême hétérogénéité des environnements sociaux (et notamment urbains) pousse de plus en plus les travailleurs potentiels à dominer les stratégies de la qualification (scolarisation, écoles professionnelles) et non plus seulement celles du clientélisme et de l'association. Le niveau de recrutement des ouvriers spécialisés et non qualifiés augmente insensiblement, par le fait même d'une scolarisation, même inachevée. Les entreprises peuvent donc jouer plus facilement la carte d'une certaine stabilisation à cause des stratégies dirigées vers une reproduction urbaine autonome. Mais il n'existe pas moins des secteurs où la surexploitation reste de rigueur, grâce, notamment, à une féminisation de la main-d'œuvre. L'économie industrielle manifeste donc une division hiérarchisée du travail mais, faute de données globales, il est encore difficile de dire si des mécanismes de reproduction spécialisée sont bien solides.

Une évaluation officielle du B.I.T. estime à 6 % l'effectif féminin de la main-d'œuvre industrielle en Afrique (contre 44 % en Asie et 17 % en Amérique latine) (9). Les femmes occupent les positions les plus subalternes et les plus précaires du processus de prolétarianisation. C'est d'abord le secteur domestique qui peut servir d'anti-chambre à la prolétarianisation industrielle proprement dite (Damida, 1982). C'est notamment le cas en Afrique du Sud (Cock, 1980 ; Gaitskell et al., 1983). Ce peut être aussi le cas des ouvrières agricoles du maraîchage industriel, souvent recrutées dans les communautés voisines des exploitations ou plantations. Bien que les femmes soient recherchées, comme dans l'ensemble de l'économie mondiale, pour leur expérience de soumission domestique afin de maintenir le niveau de leurs salaires assez bas, elles peuvent manifester un radicalisme grossier mais efficace. Les études consacrées aux exploitations de la B.U.D. au Sénégal (Kane, 1977), au Nigeria (Jackson, 1978) peuvent même évoquer une certaine conscience de classe. La féminisation de la classe ouvrière est patente comme dans le secteur des conserveries au Sénégal, particulièrement bien étudié... par des femmes (Ly, 1980 ; Locquay, 1981), ou dans des régions où l'industrialisation est extrêmement récente (voir l'exemple nigérian traité par Dennis, 1983). Même dans les entreprises où l'égalité des salaires et des primes est admise, la position inférieure de la femme est implicite (Piltin, 1984).

(9) Voir Bureau International du Travail (1981) ; Bissiliat et Fielloux (1983).

La prolétarianisation féminine semble donc suivre, comme dans tous les pays capitalistes (développés ou sous-développés), des voies spécifiques. La faiblesse numérique des ouvrières de l'industrie s'explique par la possibilité encore actuelle et assurée de sous-évaluer très fortement la force de travail masculine. Ce phénomène ne s'explique pas par on ne sait quelle armée industrielle de réserve mais par les conditions mêmes de la mise en place du salariat en Afrique noire (Copans, 1986 a). Le statut social très défavorable qui s'attache à l'ouvrière (comme en Europe il n'y a pas si longtemps) empêche pour le moment l'intégration de cette position dans les mécanismes de la reproduction sociale, d'autant plus que les activités complémentaires non salariées du salariat reposent en grande partie sur les femmes et qu'elles assurent même des activités spécifiques et spécialisées (commerce, bonnes familiales, prostitution) (Dia, 1982 ; White, 1983 a et b).

Un dernier secteur économique dont le rôle historique est incontestable dans l'apparition du prolétariat, c'est l'agriculture. La question est d'autant plus complexe si l'on veut envisager tous les cas de prolétarianisation rurale et agricole. La typologie des formes d'exploitation utilisées ou créées par le capitalisme colonial est la plus variée qui soit : elle comprend le travail gratuit de cadets surexploités par une parentèle quelconque (cas assimilable par ailleurs à l'une des formes d'exploitation du secteur informel) comme le salariat en bonne et due forme d'une plantation industrielle ou d'une entreprise agro-industrielle. Mais rémunérations partielles en nature ou en usufruit foncier, partages variables du temps du travail ont conduit certains chercheurs à élargir la notion de salariat (Gastellu, 1980 ; Affou Yapi, 1980).

Il ne s'agit pas d'assimiler prolétarianisation et salariat, mais certaines situations, comme celle des *squatters* (tenanciers) des terres de colons blancs en Afrique orientale ou australe, sont grosses d'une évolution vers la dépossession totale, même si l'évolution inverse est bien documentée (Kitching, 1980). L'ouvrier agricole ordinaire est néanmoins bien connu. Il peut être étranger (comme en Côte-d'Ivoire) (Pillet-Schwartz, 1973), il peut être d'origine nationale mais sans être natif de la région comme au Cameroun (Barbier, Courade, Tissandier, 1980). Il est loin d'être certain que ce prolétariat agricole constitue l'étape d'un mouvement qui conduise à la prolétarianisation urbaine. Au contraire, la stabilisation rurale est parfois plus facile à organiser (grâce à une intégration foncière) dans la mesure où les compléments « sociaux » du salaire sont porteurs d'avantages à long terme.

Les conditions de la reproduction sociale

L'histoire de la prolétarianisation, l'hétérogénéité des catégories ouvrières et des formes de conscience qu'elles manifestent laissent clairement voir les complexités de la reproduction des classes ouvrières. Il existe de fait plusieurs mécanismes de reproduction au sein des rapports capitalistes de production et il n'est pas possible de réduire ce phénomène à une articulation des modes de production ou à une simple soumission des relations de travail au Capital. Cela dit, la connaissance de cette réalité reste très marquée par l'option théorique du chercheur. C'est avouer qu'à propos du point central des conditions sociologiques de la stabilisation et de la reproduction ouvrière nous ne pouvons avancer qu'avec une extrême prudence.

Nous distinguerons par commodité entre ceux qui insistent sur les déterminations internes aux rapports de production proprement dits et ceux qui insistent sur les déterminations externes. Pour Waterman, le procès de travail constitue l'essence de la classe ouvrière. Cette position très classiquement marxiste est tempérée par des remarques sur l'inachèvement national de la classe, sur les effets de la conscience sociale et de l'action syndicale sur la reproduction même de la classe. Le chercheur est disposé à prendre en considération les autres facteurs sociologiques mais comme il ne les décrit pas (à cause du choix théorique initial) leur rôle est peu perceptible. Par contre Jeffries nous décrit une culture ouvrière qui déborde la seule vie professionnelle. Cette culture est une totalité spécifique qui incorpore lieux de travail et lieux de résidence. Mais les cheminots de Sekondi-Takoradi sont tout de même un cas peut-être particulier et privilégié.

C'est pourquoi nous pouvons recourir à des modèles explicatifs quasiment opposés qui insistent, à juste titre, sur le poids des origines sociales, du milieu résidentiel, familial et même économique, extérieur à l'entreprise. Le populisme des pauvres des villes mis en évidence par Gutkind est évoqué par Sandbrook et Arn dans leur étude sur Accra (1977). Outre un débat méthodologique cette monographie a relancé la discussion sur l'éventuelle nature « aristocratique » de la classe ouvrière (Jorgensen, 1977 ; Könings, 1978 ; Waterman, 1978 ; Sandbrook et Arn, 1978 ; Crisp, 1978). Toutefois, ce qui a permis de renouveler les lieux communs sur la conscience et la culture ouvrières, c'est l'insistance apportée à l'analyse des effets idéologiques propres aux milieux extérieurs à l'entreprise sur la maturation de la conscience de classe et de son esprit militant.

Cette hétérogénéité « naturelle » de la culture ouvrière est remarquablement mise en lumière par Peace à propos des travailleurs de

la zone industrielle d'Ikeja au nord de Lagos (1979). Les ouvriers sont véritablement partagés entre leur lieu de résidence, Agege, et le lieu de travail, Ikeja. Les relations entre la campagne et la ville, c'est-à-dire les réseaux familiaux (et leurs obligations comme la dot ou les stratégies matrimoniales), constituent un premier champ de déterminismes, d'où les migrants cherchent à s'échapper, notamment par « l'accumulation » salariale. Ces réseaux sont redoublés par des associations d'originaires ou des groupes résidentiels qui assurent l'insertion matérielle et humaine en ville ainsi qu'au sein des marchés du travail industriel et « informel ». Ces réseaux d'accès sont indispensables mais ils pèsent très lourd dans le coût social et financier de la reproduction. S'en tenir à distance rend cependant toute insertion impossible. Entre l'exclusion totale (10) et la stabilisation temporaire, ces réseaux assurent une économie de survie, une convivialité urbaine qui articule logiques résidentielles (locataires - propriétaires), regroupements sociaux, ethniques et familiaux et possibilités entrepreneuriales (embauche salariée, ateliers informels).

Cette réalité sociale et culturelle enveloppe de partout le travail industriel *stricto sensu*. Elle explique à la fois les limitations de l'expression de la conscience de classe lors des grèves et le soutien populaire extrêmement profond que ces dernières peuvent susciter. Cette reproduction, contradictoire, de la position salariale et de la conscience ouvrière *semble* finalement plus déterminée par l'économie urbaine et domestique que par le travail industriel.

Mais ce tableau présente bien des caractéristiques spécifiques : la contiguïté de la zone industrielle et d'Agege, qui ne peut se réduire à une cité dortoir, explique une certaine homogénéité spatiale et sociale. Les exemples dakarois que nous connaissons nous offrent une image bien plus complexe de cette réalité : c'est l'ensemble du Cap-Vert qui constitue l'espace de résidence. Dans ce cas les contraintes résidentielles peuvent prendre une autonomie et une complexité bien plus grandes. Un phénomène comme le ramassage ouvrier peut alors paradoxalement s'exprimer par la conscience d'un rapport privilégié à l'entreprise.

Ce balancement entre le travail et le hors-travail introduit donc des contraintes originales dans la reproduction de classe. Les facteurs proprement ethniques, familiaux, résidentiels, religieux qui participent de la constitution du milieu ouvrier restent très mal connus. Certes la vie sociale des villes africaines est maintenant décrite

(10) Gutkind évoque dans une de ses études un sous-prolétaire totalement incapable de s'insérer dans un marché du travail à cause de son ancienne et extrême marginalisation. C'est la solitude sociale totale (1973).

dans le détail, mais l'existence ou non d'une autonomie ouvrière au sein même de ces relations sociales et culturelles extérieures à l'entreprise et au travail industriel reste à être confirmée.

La reproduction bien entendu est intimement liée à la nature de la prolétarianisation, aux politiques de gestion de la force de travail, comme aux stratégies propres aux acteurs ouvriers. On peut apprécier les stratégies non seulement par rapport au passé (origines sociales, carrières effectives) mais aussi par rapport au futur : la retraite, l'éducation et la formation des enfants par exemple. Notre recherche sénégalaise nous a ainsi conduit à distinguer plusieurs types de reproductions. Il faudrait distinguer entre les reproductions *héritées* (père ouvrier ou artisan urbain) et les reproductions *acquises* (recherche volontaire ou découverte fortuite du milieu industriel) ; entre les reproductions *maintenues* (enfants ouvriers y compris dans l'usine où travaillent leurs pères), les reproductions *ratées* ou *abandonnées* (enfants mal scolarisés ou chômeurs) ou bien les reproductions *transcendées* (mobilité sociale). Cette problématique mesure le degré de stabilisation de la complémentarité des activités économiques (campagne-ville ; salariat-informel), compare les « patrimoines » et les héritages, jauge leurs relations réciproques. On en apprend autant sur ces classes ouvrières par leur apparition que par leur disparition.

Les grandes inconnues du milieu ouvrier

A la suite d'une dialectique bien paradoxale, ce sont l'entreprise, les lieux de travail, le procès de travail que nous connaissons le moins bien. Les problématiques qui dominent les études actuelles sont en quelque sorte extérieures au rapport de production capitaliste lui-même. En un sens la grève elle-même fait partie du « hors-travail » plus que du travail. Que ce soit l'expression de la conscience de classe comme *preuve* de l'existence de la classe ouvrière, ou bien la résistance à la prolétarianisation et au contrôle social comme modalité de *constitution* de cette même classe, l'entreprise semble extérieure aux processus en cause. Même chez Van Onselen, l'analyse qui explore les *compounds* et la discipline du travail s'arrête au bord des puits des mines (1976). La vie sociale et technique des ateliers et des usines reste en fin de compte un monde mystérieux et « exotique ». Malgré cette absence d'une classique sociologie du travail ou d'une anthropologie de l'entreprise au sens strict du terme, certains travaux, orientés vers la saisie des racines des consciences et

conflits de classe, sont remontés jusqu'aux contradictions provoquées et reproduites par le procès de travail. Les tentatives néo-fonctionnalistes de Kapferer en termes de réseaux et d'interactions ne nous disent malheureusement pas grand chose (1969, 1972). C'est justement le meilleur critique de cette démarche qui a décrit avec le plus de précision un procès de travail : celui du travail minier en Zambie. L'analyse du contexte d'une grève des convoyeurs d'une mine de cuivre permet à Burawoy (1974) de décrire la manipulation des conditions de travail. Les contradictions selon l'âge, la qualification générale, la position dans le procès de travail ainsi que les formes très limitées d'expression des revendications sont saisies sur le vif dans la taille d'une galerie de mine (11). Il en est de même avec Lubeck qui recourt aux différences des procès de travail selon les ateliers pour mettre en évidence la plus grande cohésion des groupes ouvriers qui sont engagés dans des rapports collectifs et de coopération dans une fonderie à Kano (1979). On trouvera aussi chez Waterman une description des procès de travail mais la modestie de son observation participante restreint l'information proprement sociologique (1983).

L'autre grande inconnue dans notre connaissance — et donc dans notre image — des classes ouvrières africaines est celle du sens des diverses relations entre les appareils d'État et ces classes ouvrières. Les politiques salariales (l'État est souvent un des premiers employeurs), sociales, syndicales, législatives sont mal perçues dans leurs effets sociologiques alors que toutes les théories qui se préoccupent de gestion de la force de travail et de prolétarianisation accordent une extrême importance théorique à l'État. Que fait l'État ? Comment les membres des institutions qui réglementent et gèrent le monde du travail perçoivent-ils ce dernier ? Comment celui-ci se fait-il comprendre ? Autant de questions décisives pour lesquelles les informations empiriques sont bien maigres.

Un juriste et sociologue tanzanien, Mihyo, nous a décrit dans le détail les politiques d'autogestion industrielle en Tanzanie et la nature des grèves ouvrières qui ont suivi la mise en cause de cet acquis (1975, 1982, 1983). La dynamique des négociations des conventions collectives, des conflits du travail mérite une analyse scientifique. Il n'y a pas que les grèves qui manifestent la conscience de classe et les moyens de la mobilisation syndicale, mais la perspective politiste de gauche a eu nettement tendance à privilégier ce qui « bougeait ». L'intérêt pour l'exceptionnel a occulté le quotidien et l'ordinaire.

(11) Voir aussi ses autres articles (1972 a et b).

Il en est de même pour les pratiques syndicales. Il existe des monographies syndicales et de nombreux exemples de prises de décisions et d'élaborations idéologiques évoqués dans la littérature disponible. Mais le syndicat reste trop souvent un instrument, un champ clientéliste à double entrée (les masses d'une part, le gouvernement de l'autre) dont le statut final dépend de la théorie utilisée : est-ce un appareil idéologique d'État ou bien l'un des éléments de l'expression d'une volonté de classe (12) ? Waterman est précieux sur ce point car il nous décrit parfaitement la complexité syndicale du port de Lagos et évoque, presque de l'intérieur, ce qu'on pourrait appeler la culture de la bureaucratie syndicale (1983). Burawoy avait aussi évoqué cette réalité dans son étude sur la zambianisation des mines de cuivre : la nature du syndicalisme, des rapports entre ouvriers et État (le nouveau patron) en subit les conséquences (1972 a et b, 1982).

Ces remarques en imposent une plus fondamentale et dont on est surpris de ne la voir posée par personne : celle de l'éventuelle non-adéquation de la forme syndicale « occidentale » à la réalité ouvrière et prolétarisée de l'Afrique noire. Après tout le syndicalisme s'est développé dans un contexte et dans une période historique, singulièrement différents, du XIX^e siècle européen. Mais l'euro-péocentrisme a la vie dure, même chez les syndicalistes africains (13).

Lorsqu'on fait le bilan provisoire des champs couverts par les sciences sociales (moyen quasi exclusif, faut-il le rappeler, même si c'est pour le déplorer sur un plan idéologique ou moral, d'identification externe de la classe ouvrière aujourd'hui en Afrique noire), on se rend bien compte que celles-ci sont restées prisonnières de certains *a priori*, à cause de leur volonté permanente de prouver, de justifier l'existence d'une catégorie sociale bien précise. Refusant avec raison d'identifier l'ouvrier à son seul procès de travail capitaliste, le mouvement social à l'organisation syndicale et la prolétarianisation à la salarisation, les sciences sociales ont imaginé un ouvrier qui fait plus grève qu'il ne travaille, qui s'efforce de penser politiquement au lieu de vivre au jour le jour.

(12) Voir sur ce thème l'excellente étude sur les dockers de Freetown (Fashole Luke, 1984) et les œuvres de Shivji sur la Tanzanie (1985, 1986).

(13) Dans le cadre des hypothèses sur le caractère non unilinéaire de la prolétarianisation, des liens entre salariat et non-salariat, travail et hors-travail, la forme et la fonction syndicale, pour se détacher de l'État et acquérir une certaine autonomie, doit renvoyer aux conditions de mobilisation civile hors de l'entreprise. De même qu'on se demande dans le monde occidental si la « qualité de vie » ne devient pas aussi un enjeu syndical, on peut se demander si les secteurs informel et domestique ne doivent pas s'intégrer à une recomposition complète du syndicalisme. On peut se reporter à la place contradictoire des revendications « communautaires » dans la mobilisation actuelle de la classe ouvrière noire sud-africaine.

L'hétérogénéité de la classe ouvrière est un fait patent : l'existence de plusieurs types ou de plusieurs formes de classes ouvrières a interdit jusqu'à présent tout travail de comparaison raisonnée, que ce soit au niveau d'une branche économique ou d'une profession (cheminots, mineurs) ou encore d'un pays. C'est pourquoi notre refus de généralités mystificatrices débouche sur une espèce de mosaïque un peu arbitraire, dans la mesure où elle dépend plus de l'état de nos connaissances empiriques que de la justesse de nos réflexions théoriques. Et pourtant les efforts de théorisation ne manquent pas, comme on peut s'en douter.

Quelques débats sur le dos des classes ouvrières

Deux grands débats, l'un polémique, l'autre plus confus, ont partagé les chercheurs concernés par le monde du travail en Afrique au cours des quinze dernières années. Le premier dont nous avons déjà exposé les raisons historiques a porté sur la caractérisation de la classe ouvrière comme aristocratie ouvrière. Dans le sillage de ce débat, et étroitement liée à ses interrogations, s'est déroulée une série de réflexions sur le lumpenprolétariat, le petit frère, jumeau et inversé, de l'aristocrate ouvrier.

La classe ouvrière s'identifierait par le haut : partenaire à part entière du bloc au pouvoir par ses revenus, son intégration syndicale, sa prolétarianisation très limitée, elle manifesterait tout naturellement un certain conservatisme. Certes cette notion d'aristocratie ouvrière reste très confuse chez les africanistes qui ignorent le sens historique réel de cette expression : l'existence à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle d'une couche de professionnels de la représentation politique et syndicale issue de la classe ouvrière, grossie du monde des employés ; un arrière-fond impérialiste avec les retombées économiques et idéologiques de la surexploitation (Hobsbawm, 1964).

Waterman (1975), certains auteurs comme Jeffries (1975 a) vont démontrer qu'au niveau des revenus, du statut comme de la conscience politique, les notions d'élite et aristocratie ouvrière n'ont pas grand sens. Les différences de revenus avec les autres couches populaires ne sont pas si prononcées ; de plus les processus de redistribution rapprochent plus qu'ils ne séparent les ouvriers de ces autres catégories (Hinchcliffe, 1974). Quant à la conscience politique elle est ouverte au-delà du populisme vers une certaine radicalisation. Le conservatisme (idéologique) des ouvriers est relatif et s'explique

plus par la présence de rapports sociaux précapitalistes que par un statut privilégié (Waterman, 1976 ; Peace, 1974 ; Jeffries, 1975 b ; Sandbrook, 1977 b).

Il faut retourner le sens de l'identité sociale. Les « marginaux », le lumpen, les chômeurs, les travailleurs occasionnels ont fasciné les chercheurs par leur spontanéisme et leur populisme (Gutkind, 1973, 1975). Cette catégorie sociale, véritable secteur informel avant la lettre, est toutefois trop hétérogène, individualiste et versatile pour constituer l'avant-garde de la classe ouvrière. Par exemple il ne faut pas confondre la jeunesse et le lumpen (Bonnafé, 1966). Malgré certains efforts théoriques (Bertrand, 1975) les analystes restent plutôt sceptiques quant à la portée d'une notion en fin de compte idéologique (Cohen et Michael, 1973 ; Levine, 1973 ; Sandbrook, 1977 a) aussi bien dans le monde ouvrier lui-même que dans la théorisation de la prolétarianisation. L'ensemble de ces discussions porte donc sur les formes et les effets de la conscience sociale (Copans, 1975).

L'autre débat est plus récent : il concerne les conditions de reproduction des classes sociales urbaines. Ainsi Marie dans son étude sur la « marginalité et les conditions sociales du prolétariat urbain » (1981) définit d'abord le secteur marginal comme une soupape de sûreté des capitalismes dépendants. Il s'agit de diviser les classes urbaines pour les placer dans une situation idéologiquement contradictoire. La perspective de Meillassoux et Bagayogo (1980) est plus classique. Ces auteurs s'efforcent de mesurer le degré d'intégration du prolétariat grâce aux critères de stabilité et de permanence de l'emploi, de mode de rémunération, d'accès aux ressources complémentaires de sécurité sociale et enfin de capacité à l'organisation. La distinction entre un prolétariat intégré et un prolétariat migrant renvoie à la distinction entre investissement et surprofit. Toute la politique du Capital consiste à « éviter que le prolétariat déraciné ne constitue une charge susceptible d'absorber les profits réalisés par l'accroissement de la productivité du travail » (p. 53). Cette segmentation des masses urbaines est également examinée de près par Sandbrook (1982). Cet auteur insiste plus sur les processus de prolétarianisation (au sens global du terme) : les mêmes expériences résidentielles, l'identité des genres de vie, l'alternance entre le salariat et l'auto-emploi s'opposent à une perspective trop économiste. Il est certain que les auteurs anglo-saxons accordent une place plus positive aux processus de conscience sociale et politique. Même Waterman, dans ses analyses les plus récentes, renouvelle les approches léninistes pour élargir la notion de classe exploitée puisqu'on y trouve les ouvriers, les paysans, les artisans et les femmes (« les mères ») (1981). Les divisions internes à ces classes sont de fait une des formes de division de la classe ouvrière. Dans une étude synthé-

tique et critique portant sur toute la littérature que nous venons d'évoquer, Waterman part d'un constat, celui du blocage du processus d'une prolétarianisation complète, et il note que « le nouveau champ problématique est celui des relations entre les salariés mieux payés et mieux garantis du point de vue de l'emploi avec les autres travailleurs, qu'ils soient : 1) résidents urbains ou 2) non-salariés, urbains ou ruraux ou 3) semi-prolétariés. N'oublions pas non plus les relations entre hommes salariés et femmes (qu'elles soient ou non salariées)... » (1984).

Qu'en disent les ouvriers ?

Les méchantes langues ne manqueront pas de nous faire remarquer l'absence du principal intéressé dans la liste des auteurs de tous ces textes et ces discours. Cette situation objective est certainement la constatation la plus tragique que l'on puisse porter sur les classes ouvrières africaines. Nous avons expliqué ailleurs (Gutkind, Cohen, Copans, 1978) les raisons qui poussent à aider à constituer une tradition et une mémoire ouvrières et le rôle que les intellectuels africains (comme européens) pourraient jouer dans ce processus (14). Mais faut-il attendre l'apparition d'un regard original, réaliste et théoriquement adéquat de la classe ouvrière africaine sur elle-même ? Au mieux ce sont comme à l'habitude les cadres, qui proviennent autant des appareils d'État que des bureaucraties syndicales internationales, qui peuvent s'y consacrer (Bienefeld, 1977). Même si la base a son idée sur la question elle ne sait ou ne peut s'exprimer.

Alors il faut rechercher des succédanés de la parole ouvrière : des productions et des images où elle puisse se retrouver sans la médiation des théoriciens ou syndicalistes de l'Occident, ou dépendants de l'Occident. Notons tout d'abord la possibilité d'écrire une histoire prolétarienne ou populaire. L'ouvrage de Magasa sur les travailleurs de l'Office du Niger à l'époque coloniale (1978), l'histoire des mineurs de l'Afrique du Sud par Callinicos (1980 ; 1985), les documents bruts sur la lutte de libération nationale publiés par les historiens mozambicains (Centro de Estudos Africanos, 1984), les biographies ouvrières popularisées par Ravan Press et le Syndi-

(14) Voir la critique de Waterman (1980) sur *African Labor History*. Se reporter surtout à l'excellente publication sud-africaine, *South African Labour Bulletin*.

cat F.O.S.A.T.U. en Afrique du Sud (Makhoba, 1984 ; Tom, 1985) sont quelques rares exemples qui confirment la viabilité d'une telle entreprise.

Et puis il y a les traitements littéraires et cinématographiques de la réalité ouvrière. *Les bouts de bois de Dieu* de Sembene Ousmane (1960) ne sont-ils pas à la fois un grand roman et une interprétation (discutée) de la grève des cheminots du Dakar-Niger en 1947 ? Le néo-réalisme de la littérature africaine moderne a accordé une petite place à ces prolétaires urbains, salariés ou marginaux (15). Un roman nigérian, *Violence* de Festus Iyayi (1979), a même été célébré comme le premier roman prolétarien d'Afrique noire. Ce qui, au-delà de l'exagération critique, est tout de même symptomatique (Ogundipe-Leslie, 1981).

Mais le cinéma n'est pas en reste de ce regard sur le monde du travail. *Baara* du Malien Souleymane Cissé (1977) est certainement la référence classique et obligée parce qu'il met en lumière les rapports entre milieux sociaux et milieux de l'entreprise, entre catégories ouvrières. On pourra aussi évoquer, bien qu'œuvre américaine, le fameux *Come back Africa* de Rogosin (1959) qui nous en dit tant sur les mineurs sud-africains. Mais la plus belle image filmique du monde ouvrier africain est à notre avis celle que nous offre le Sénégalais Ababacar Samb dans *Jom* (1982). Le réalisateur nous trace un parallèle entre une grève ouvrière (contre un président-directeur-général et national !) qui connaît ses « jaunes » et la condition féminine des bonnes exploitées, les uns et les autres faisant face à leur bourgeoisie *noire* et lui résistant victorieusement grâce aux ressorts de l'honneur social, plus ou moins traditionnel, il est vrai.

Les classes ouvrières africaines ne sont donc pas des inconnues. Mais pour le moment les échos de ses luttes et les cris de ceux qui la (re)cherchent semblent se croiser sans vraiment se rencontrer. Camarades, encore un effort !

(15) Le superbe roman d'Aminata Sow Fall, *La grève des Bàttu* (1979), qui évoque une grève des aumônes par les mendiants rentre aussi à notre avis dans cette catégorie.